

Vu le décret du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime, et notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 90-95 du 25 janvier 1990 pris pour l'application de l'article 3 du décret du 9 janvier 1852 modifié fixant les conditions générales de l'exercice de la pêche maritime dans les zones de pêche non couvertes par la réglementation communautaire de conservation et de gestion, et notamment ses articles 12 et 13 ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 1994 portant réglementation technique pour la pêche professionnelle en Méditerranée continentale ;

Vu l'arrêté du 11 avril 1997 portant fixation du nombre de licences pour la pêche professionnelle du thon rouge en Méditerranée continentale ;

Vu l'arrêté du 11 avril 1997 comportant certaines mesures de gestion de la pêche du thon rouge en Méditerranée continentale ;

Vu l'avis du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins en date du 9 mars 2000 ;

Vu les recommandations de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA) ;

Vu la décision du Conseil du 26 juin 1997 et la décision de la Commission du 16 décembre 1997 concernant la flotte de pêche,

Arrête :

Art. 1^{er}. – L'arrêté du 11 avril 1997 comportant certaines mesures de gestion de la pêche du thon rouge en Méditerranée continentale est complété par un nouvel article rédigé comme suit :

« Art. 5 bis. – La licence prévue à l'article 1^{er} est délivrée pour une durée de 172 jours de mer en 2000 et 164 jours de mer en 2001. »

Art. 2. – Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 mars 2000.

JEAN GLAVANY

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Décret n° 2000-281 du 24 mars 2000 portant classement du parc naturel régional des caps et marais d'Opale (région Nord - Pas-de-Calais)

NOR : ATEN0080003D

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,

Vu le code rural, notamment les articles L. 244-1 et L. 244-2, R. 244-1 à R. 244-16 ;

Vu la charte du parc naturel régional des caps et marais d'Opale ;

Vu la lettre adressée au ministre de l'intérieur en date du 26 octobre 1999 ;

Vu l'avis du ministre de la défense en date du 13 décembre 1999 ;

Vu l'avis du ministre de l'équipement, des transports et du logement en date du 27 décembre 1999 ;

Vu l'avis du ministre de l'agriculture et de la pêche en date du 2 décembre 1999 ;

Vu la lettre adressée au secrétaire d'Etat au budget en date du 26 octobre 1999 ;

Vu l'avis du secrétaire d'Etat à l'industrie en date du 30 décembre 1999 ;

Vu l'avis de la secrétaire d'Etat au tourisme en date du 27 décembre 1999 ;

Vu l'avis du Conseil national de la protection de la nature en date du 21 octobre 1999 (délibération n° 9910CN-01) ;

Vu l'avis de la fédération des parcs naturels régionaux de France en date du 22 décembre 1999 ;

Vu l'avis des conseils municipaux des 152 communes du département du Pas-de-Calais territorialement concernées ;

Vu l'accord des établissements publics de coopération intercommunale territorialement concernés ;

Vu l'accord du conseil général du Pas-de-Calais en date du 29 juin 1999 ;

Vu les délibérations du conseil régional de Nord - Pas-de-Calais en date du 27 septembre 1999 et en date du 8 novembre 1999 approuvant la charte du parc naturel régional des caps et marais d'Opale,

Décète :

Art. 1^{er}. – Sont classés en parc naturel régional, pour une durée de dix ans à compter de la date de publication du présent décret, sous la dénomination de « parc naturel régional des caps et marais d'Opale » les territoires des communes de :

Escalles, Sangatte, dans le canton de Calais Nord-Ouest ;

Andres, Alembon, Bouquehault, Boursin, Caffiers, Campagne-lès-Guînes, Fiennes, Guînes, Hardingham, Herbinghen, Hermelinghen, Hocquinghen, Licques, Sanghen, dans le canton de Guînes ;

Wimereux, dans le canton de Boulogne-sur-Mer Nord-Ouest ;

Conteville-lès-Boulogne, Pernes-lez-Boulogne, Pittefaux, Wimille, dans le canton de Boulogne-sur-Mer Nord-Est ;

Baincthun, La Capelle-lès-Boulogne, Echinghen, dans le canton de Boulogne-sur-Mer Sud ;

Equihen-Plage, dans le canton d'Outreau ;

Ambleteuse, Audembert, Audinghen, Audresselles, Bazinghen, Beuvrequen, Ferques, Havelinghen, Landrethun-le-Nord, Leubringhen, Leulinghen-Bernes, Maninghen-Henne, Marquise, Offrethun, Rety, Rinxent, Saint-Inglevert, Tardinghen, Wacquinghen, Wierre-Effroy, Wissant, dans le canton de Marquise ;

Carly, Condette, Dannes, Doudeauville, Halinghen, Hesdigneul-lès-Boulogne, Hesdin-l'Abbé, Isques, Lacres, Neufchâteau-Hardelot, Nesles, Questrecques, Samer, Saint-Etienne-au-Mont, Tingry, Verlincthun, Wierre-au-Bois, dans le canton de Samer ;

Alincthun, Bainghen, Bellebrune, Belle-et-Houllefort, Bournonville, Brunembert, Colembert, Courset, Crémarest, Desvres, Henneveux, Longfossé, Le Wast, Longueville, Lottinghen, Menneville, Nabringhen, Quesques, Selles, Senlecques, Saint-Martin-Choquelet, Vieil-Moutier, Wirwignes, dans le canton de Desvres ;

Polincove, Ruminghen, dans le canton d'Audruicq ;

Audrehem, Balinghem, Bonnières-lès-Ardres, Bayenghem-lès-Eperlecques, Clerques, Eperlecques, Journy, Landrethun-lès-Ardres, Mentque-Nortbécourt, Nordausques, Nort-Leulinghem, Rebergues, Recques-sur-Hem, Rodelinghem, Tournehem-sur-la-Hem, Zouafques, dans le canton d'Ardres ;

Longuenesse, Tatinghem, Wizernes, dans le canton de Saint-Omer Sud ;

Clairmarais, Houille, Mouille, Moringhem, Salperwick, Saint-Martin-au-Laërt, Saint-Omer, Serques, Tilques, dans le canton de Saint-Omer Nord ;

Arques, Blendecques, Campagne-lès-Wardrecques, Helfaut, dans le canton d'Arques ;

Acquin-Westbécourt, Affringues, Alquines, Bayenghem-lès-Seninghem, Bléquin, Boisdingham, Bouvelinghem, Cléty, Coulomby, Dohem, Elnes, Escœuilles, Esquerdes, Hallines, Haut-Loquin, Ledinghem, Leulinghem, Lumbres, Nielles-lès-Bléquin, Ouve-Wirquin, Pihem, Quelmes, Quercamps, Remilly-Wirquin, Seninghem, Setques, Surques, Vaudringhem, Wavrans-sur-l'Aa, Wismes, Wisques, Zudausques, dans le canton de Lumbres.

Art. 2. – La charte du parc naturel régional des caps et marais d'Opale, approuvée par le conseil régional de Nord-Pas-de-Calais le 27 septembre 1999, est adoptée par le présent décret auquel elle est annexée (1).

Art. 3. – La ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement est chargée de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 mars 2000.

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :

*La ministre de l'aménagement
du territoire et de l'environnement.*

DOMINIQUE VOYNET

(1) La charte du parc pourra être consultée au ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement (direction de la nature et des paysages), à la préfecture de la région Nord-Pas-de-Calais, à la préfecture du département du Pas-de-Calais, ainsi qu'aux sièges de la région Nord-Pas-de-Calais et de l'organisme de gestion du parc naturel régional.

Décret du 22 mars 2000 portant classement d'un site

NOR : ATEN0080013D

Par décret en date du 22 mars 2000, est classé parmi les sites du département de Seine-et-Marne l'ensemble formé par la forêt domaniale et les bois de la Commanderie, la forêt domaniale et les bois de Larchant, les bois de la Justice et leurs abords, sur le territoire des communes de Bourron-Marlotte, La Chapelle-la-Reine, Grez-sur-Loing, Larchant, Recloses, Saint-Pierre-lès-Nemours et Villiers-sous-Grez (1).

(1) Le texte intégral de ce décret et les plans annexés pourront être consultés à la préfecture de Seine-et-Marne et aux mairies de Bourron-Marlotte, La Chapelle-la-Reine, Grez-sur-Loing, Larchant, Recloses, Saint-Pierre-lès-Nemours et Villiers-sous-Grez.

Décret du 24 mars 2000 portant classement d'un site

NOR : ATEN0080014D

Par décret en date du 24 mars 2000, est classé parmi les sites des départements de la Nièvre et de Saône-et-Loire l'ensemble formé par le mont Prénéley et les sources de l'Yonne, sur le territoire des communes de Glux-en-Glenne, de Saint-Prix et de Villapourçon (1).

(1) Le texte intégral de ce décret et les plans annexés pourront être consultés dans les préfectures des départements de la Nièvre et de Saône-et-Loire ainsi que dans les mairies de Glux-en-Glenne, de Saint-Prix et de Villapourçon.

Arrêté du 22 mars 2000 portant délégation de signature

NOR : ATEG0090073A

La ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,
Vu le code des marchés publics ;

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 modifié autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature ;

Vu le décret n° 53-1169 du 28 novembre 1953 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret du 30 septembre 1953 sur la réforme du contentieux administratif, modifié par le décret du 29 janvier 1957 ;

Vu le décret n° 94-30 du 11 janvier 1994 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'environnement ;

Vu le décret du 16 juillet 1996 portant nomination du directeur général de l'administration et du développement ;

Vu le décret du 2 juin 1997 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret du 4 juin 1997 modifié relatif à la composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 97-715 du 11 juin 1997 relatif aux attributions du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 1994 modifié portant organisation de directions de l'administration centrale du ministère de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 1994 modifié portant organisation de services et de sous-directions de l'administration centrale du ministère de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 17 juin 1997 modifié portant délégation de signature,

Arrête :

Art. 1^{er}. – L'article 4 de l'arrêté du 17 juin 1997 susvisé est ainsi rédigé :

« **Art. 4.** – En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Luc Laurent, directeur général de l'administration et du développement, délégation est donnée à M. Arnaud d'Esquivan, sous-directeur, directement placé sous l'autorité de M. Jean-Luc Laurent, pour signer, au nom de la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et dans la limite de ses attributions, tous actes, arrêtés, décisions, contrats, marchés, conventions, avenants, ordonnances de paiement, de virement ou de délégation, ordres de paiement, ordres de recettes et autres pièces relatives à l'exécution du budget général et des comptes spéciaux du Trésor, à l'exclusion des décrets et des réponses aux référés de la Cour des comptes. »

Art. 2. – Après l'article 4 de l'arrêté du 17 juin 1997 susvisé, il est inséré un article 4-1 ainsi rédigé :

« **Art. 4-1.** – En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Luc Laurent, directeur général de l'administration et du développement, et de M. Arnaud d'Esquivan, sous-directeur, délégation est donnée à M. Alain Pauly, attaché d'administration centrale, et à Mlle Béatrice Domergue, attachée d'administration centrale, pour signer, au nom de la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et dans la limite de leurs attributions, tous arrêtés, décisions, ordonnances de paiement, de virement ou de délégation, ordres de paiement, ordres de recettes et autres pièces relatives à l'exécution du budget général et des comptes spéciaux du Trésor, à l'exclusion des décrets et des réponses aux référés de la Cour des comptes. »

Art. 3. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 mars 2000.

DOMINIQUE VOYNET